

République Française
Liberté-Egalité-Fraternité
EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE HAUTECOURT-ROMANECHE

L'an Deux Mil vingt-cinq, le 18 décembre, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc ROCHET, Maire

Nombre de conseillers
Effectif légal 15
en exercice 15
Présents 11
Votants 14
Pour : 14
Contre : 0
Abstention : 0

Présents :

MRS : Gérard BREVET, Gilbert CHABOT, Jean-Paul CHATARD, Mickaël CLÉMENT, Christian FEVRE, René LANDES, Marc ROCHET

MMES : Carine BESANÇON, Karine GOYENECHE, Véronique MAIGRE-ROLLAND, Nathalie PERDRIX

Excusées : Jean-Luc CHEVALLIER, Christelle LAMBERET donne pouvoir à Carine BESANÇON, Sophie PHILIBERT donne pouvoir à Mickaël CLÉMENT, Anne-Hélène DESBOIS a donné à Nathalie PERDRIX

M. Christian FEVRE a été élu secrétaire de séance.

Date de convocation : 10 décembre 2025

Objet : Participation à la protection sociale des agents :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L827-1 à L827-12 ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial

L'autorité territoriale précise que le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics impose une participation de l'employeur minimale de 7 € en prévoyance au 1^{er} janvier 2025 et de 15 € en santé au 1^{er} janvier 2026.

Le dispositif réglementaire prévoit deux possibilités exclusives l'une de l'autre, pour les collectivités qui souhaitent contribuer aux contrats de leurs agents :

- La contribution sur tous les contrats qui auront été labellisés par des organismes agréés **(procédure de labellisation)**
- La contribution à un contrat négocié après un appel d'offre **(procédure de convention de participation)**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide

- de participer financièrement à compter du 1^{er} janvier 2026, dans le cadre de la procédure dite de labellisation, à la couverture de prévoyance souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents,
- de verser une participation mensuelle de 20€ à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie prévoyance labellisée,

La participation sera versée directement à l'organisme pour la couverture de ce risque.

- de participer financièrement à compter du 1^{er} janvier 2026, dans le cadre de la procédure dite de labellisation, à la complémentaire santé souscrite de manière individuelle et facultative par ses agents,
- de verser une participation mensuelle de 20€ à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une complémentaire santé labellisée,

La participation sera versée directement à l'organisme pour la couverture de ce risque.

La participation ne pourra excéder le montant de la cotisation ou de la prime qui serait dû en l'absence d'aide.

Le secrétaire de séance
Christian FEVRE

Le Maire,
Marc ROCHET



Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.
Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an ci-dessus
Pour copie conforme
Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le 19.12.2025
Publication ou notification du 19.12.2025